

United Nations
1a/
**ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCIL**

Nations Unies
UNRESTRICTED
E/P.V. 112
12 August 1947
**CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL**

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

CINQUIEME SESSION

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA CENT-DOUZIEME SEANCE

tenue à Lake Success, New-York,
le mardi 12 août 1947, à 10 heures 30

Président : M. PAPANEK (Tchécoslovaquie)

NOTE : Ce compte rendu sténographique est établi conformément à l'article 35 du Règlement intérieur du Conseil économique et social. Aucune disposition de ce Règlement ne prévoit que des corrections pourraient y être apportées; seuls les procès-verbaux résumés peuvent faire l'objet de changements de la part des membres participant aux réunions (article 49).

Les interprétations faites en séance sont insérées dans le présent compte rendu pour la commodité des délégués et ne nécessitent aucune correction.

Les corrections relatives aux discours originaux devront être envoyées au Secrétaire du Conseil économique et social seront prises en considération par les rédacteurs des
procès-verbaux résumés.

RECEIVED

AUG 13 1947

UNITED NATIONS
ARCHIVES

COMMUNICATION DU PRESIDENT.

LE PRESIDENT (interprétation): Avant de commencer nos travaux réguliers, je tiens à informer le Conseil économique et social de notre emploi du temps.

Nous avons déjà examiné et pris des décisions sur 23 questions, alors que 39 figuraient à notre ordre du jour. Six questions ont été réglées par les Commissions, sur lesquelles le Conseil est prêt à agir. Dix questions n'ont pas encore été discutées, et cinq de ces dix questions figurent à l'ordre du jour d'aujourd'hui.

Il avait été prévu que le Conseil terminerait ses travaux le 16 Août. Pour arriver à ce résultat, il faudrait presser notre travail, il nous faudrait commencer à 10 h. 1/2 au lieu de 11 heures et continuer un peu plus tard le soir. Si nous n'avons pas terminé vendredi à 1'heure habituelle, nous nous arrangerons pour travailler toute la journée du samedi jusqu'à ce que nous ayons terminé notre programme.

Ce qui nous reste à faire ne présente pas de difficulté particulière; le principal travail est l'établissement des accords définitifs avec les institutions spécialisées. Vous savez que nous sommes en pourparlers avec trois d'entre elles, et qu'aujourd'hui, jeudi et vendredi, les pourparlers se poursuivront avec la Banque des règlements internationaux et le Fonds monétaire international. Une fois que ces négociations auront pris fin, le Conseil pourra agir; j'espère que tous les membres coopéreront dans le même esprit que les semaines passées, et que nous pourrons terminer notre programme dans le délai prévu.

1. (Point 36) ADMINISTRATIONS DES RESSOURCES PLENIERES DU MONDE
(E/449, E/449 Add.1, E/C.2/53, E/537).

LE PRESIDENT (interprétation): Ayant tous présents à l'esprit les considérations que je viens de développer, nous abordons le premier point de notre ordre du jour qui est: L'administration internationale.

des ressources plénières du monde.

L'aspect sous lequel cette question doit être envisagée en premier lieu est, me semble-t-il, celui de la procédure à suivre, à savoir: quel est l'organe qui devra discuter la question et préparer les informations nécessaires pour que le Conseil puisse ensuite prendre une décision sur la question.

Je demanderai aux orateurs, autant que possible, de s'en tenir à cet aspect de la question, afin que nous puissions arriver assez rapidement à une décision sur ce point.

M. PHILLIPS (Royaume-Uni) (interprétation): Ainsi que le Représentant des Etats-Unis l'a dit hier dans son intervention, il est évident que le rapport qui nous a été Présenté par l'Alliance Coopérative Internationale, concerne un sujet extrêmement vaste.

Dans les remarques préliminaires que vous avez faites tout à l'heure, Monsieur le Président, vous nous avez demandé de nous en tenir aux méthodes par lesquelles on pourrait étudier cette question, et à indiquer l'organisation des Nations Unies à laquelle nous pourrions transmettre cette étude. Il m'est un peu difficile de me conformer à votre demande. En effet, il y a lieu tout d'abord de savoir si ce problème doit bien être traité par le Conseil économique et social, et s'il relève bien de sa compétence actuelle.

Le Conseil économique et social ne peut pas traiter tous les problèmes en même temps. Il est indispensable qu'un ordre de priorité soit donné à ces problèmes, et il faut savoir en particulier, si tel ou tel problème peut être étudié, si on peut assier cette étude sur des bases solides, si les services de Nations Unies, tels qu'ils sont actuellement équipés, peuvent étudier tel ou tel de ces problèmes.

Dans ces conditions, et après ces remarques préliminaires, je ne pense pas que l'Alliance Coopérative Internationale ait présenté, au Conseil économique et social un rapport bien équilibré.

Je ne vais pas entrer dans tous les détails de la proposition formulée par l'Alliance coopérative internationale, mais nous lisons au début du document, page 4, que les ressortissants des Etats-Unis et du Royaume-Uni possèdent ensemble 90 % des ressources pétrolières du monde, puis nous voyons à la page 17 de ce même document, un autre passage où il est indiqué que 90% des ressources pétrolières mondiales sont contrôlées par un petit nombre de ressortissants anglais et américains.

Or, nous savons tous que parler des ressources pétrolières du monde sans parler des ressources pétrolières de l'Union soviétique est pour le moins surprenant.

Je suis certain que notre collègue représentant l'Union soviétique sera entièrement d'accord avec moi pour penser que ceci est anormal, et que, d'autre part, l'Union soviétique possède de grands stocks de pétrole.

Donc, je le répète, ce document est mal équilibré.

D'autre part, il ne montre pas que la production pétrolière du Moyen-Orient est très peu importante par rapport à celle du monde entier. En effet, cette production est inférieure, par exemple, à celle du Venezuela et ne représente que le septième de la production pétrolière des Etats-Unis.

En citant ces chiffres, je veux parler de la production actuelle du Moyen-Orient.

D'autre part, nous sommes tous ici des représentants ^{de} Gouvernements, et nos Gouvernements ont à prendre leurs responsabilités pour toute action quelconque dans ce domaine, conformément aux dispositions de la Charte. C'est en respectant les dispositions de la Charte et en nous y conformant que nous devons examiner de quelle façon nous pouvons contribuer au maintien de la paix mondiale, du point de vue pratique.

L'Alliance coopérative internationale a été créée pour favoriser le principe de la coopération, et je tiens à indiquer que ce principe a trouvé ^{et importants} de nombreux appuis dans mon pays et que c'est un principe qui, en lui-même, est éminemment respectable.

D'autre part, il est juste d'indiquer également que la majorité de nos pays ne travaille pas encore sur ces bases de coopération complète.

Cette Alliance coopérative internationale s'occupe actuellement de la question des pétroles, ainsi que l'indique le document qu'elle nous a présenté, elle a des intérêts dans la production et la répartition mondiale des pétroles.

J'estime qu'il y a lieu d'examiner avec le plus grand soin, les documents qui nous ont été présentés. L'un a été reçu au cours du mois dernier, l'autre, qui est plus clair et plus complet que le premier document, n'a été reçu qu'en date du 31 juillet. Ce document contient des allégations contre certains Gouvernements. En ce qui concerne mon Gouvernement, je tiens à indiquer immédiatement que nous n'avons pas été à même d'examiner ces allégations, mais, ainsi que l'a indiqué clairement le représentant des Etats-Unis, - et je crois pouvoir l'affirmer catégoriquement, moi aussi - la situation mondiale est caractérisée actuellement par l'insuffisance des stocks de pétrole.

Une mauvaise répartition découle de cette insuffisance, et le Gouvernement du Royaume-Uni ne croit pas certainement pas qu'il y ait une autre cause que cette insuffisance des stocks pétroliers à la mauvaise répartition.

L'Alliance Coopérative Internationale propose le contrôle et la répartition collectifs des Nations Unies, et suggère que l'on commence par les ressources existant actuellement dans le Moyen-Orient. Mais, les implications de ce problème sont extrêmement larges, ses ramifications sont évidentes, et les difficultés sont non moins évidentes.

En effet, on se demande pourquoi l'Alliance Coopérative Internationale a tracé un programme s'appliquant uniquement au Moyen-Orient. On peut se demander si les pays qui seraient intéressés, c'est-à-dire les pays du Moyen-Orient, permettraient qu'une telle organisation soit établie sur leurs territoires, s'ils permettraient un tel contrôle dans leur propre pays,

A moins que nous ^{n'}ayons des preuves indubitables de leur accord, j'estime que l'Alliance coopérative internationale a proposé quelque chose qui n'est pas réalisable actuellement.

Dans ces conditions, je pense que le Conseil ne devrait s'occuper à l'heure actuelle que de ce qui est faisable, c'est-à-dire de ce qui peut être établi par des accords passés entre les Gouvernements.

Je ne vois pas comment les Nations Unies pourraient actuellement amener des compagnies internationales s'occupant des questions de pétrole à changer leurs moyens de répartition, et à s'incliner devant les conditions de répartition qui leur seraient suggérées par notre Organisation.

Ceci poserait des questions extrêmement complexes, ne serait-ce qu'au point de vue juridique. D'autre part, il ne serait pas justifié de mettre sur pied une telle répartition, - si toutefois il est prouvé qu'une telle répartition puisse être mise sur pied - dans une seule région et pour un seul groupe de compagnies. Il serait impossible, si même cela était réalisable, que cette répartition ne soit appliquée que dans une seule région du monde: pourquoi cela ne serait-il pas fait dans d'autres régions? C'est la question que je pose.

Dans ces conditions, la délégation du Royaume-Uni pense que le principe qui a été mis en avant par l'Alliance coopérative internationale n'est pas réalisable, tout au moins pour le moment.

L'Alliance Coopérative Internationale elle-même, depuis son Congrès de Zurich, ^aressenti certaines inquiétudes quant à la possibilité de mise à exécution de son projet, et c'est pourquoi elle a limité sa proposition à la mise en oeuvre par le Conseil économique et social, d'une étude approfondie du problème, et à l'indication du mécanisme idoine qui pourrait être employé pour cette étude au sein des Nations Unies.

J'estime, dans ces conditions, que nous avons actuellement des problèmes plus urgents à traiter au sein du Conseil économique et social, des problèmes plus immédiatement réalisables, et que, par conséquent, nous devrions nous occuper, par ordre de priorité, des seuls problèmes

que nous sommes susceptibles de résoudre.

M. MALIK (Liban) (interprétation): La résolution qui a été adoptée par le Congrès de l'Alliance Coopérative Internationale, et qui figure maintenant à l'ordre du jour du Conseil économique et social, déclare qu'il est nécessaire de placer le contrôle et l'administration des ressources pétrolières du monde entier - et en premier lieu des ressources pétrolières du Moyen-Orient -, de concert avec les Etats intéressés, sous l'autorité d'un organisme des Nations Unies, et que ces ressources devaient être administrées d'une manière telle que les sociétés coopératives soient certaines de recevoir chacune une part équitable.

Je voudrais, en premier lieu, faire remarquer que le plan qui consisterait à mettre sous contrôle et à administrer les ressources en pétrole du monde entier, à faire effectuer ce contrôle par les Nations Unies, est un projet ^à extrêmement longue portée.

Le sens et l'objet même de ce contrôle et de cette administration du monde entier, ne sont pas pour moi, très clairs. Ce qui semble évident, c'est que la question n'intéresse pas seulement les grands monopoles qui sont visés, mais qu'elle suppose également une immixtion dans les affaires des différents Gouvernements des pays producteurs de pétrole, qui possèdent des ressources pétrolières importantes.

Il est certain que les pays consommateurs doivent avoir le droit de recevoir le pétrole dont ils ont besoin, mais la question qui se pose aussitôt est de savoir à quel prix doit être vendu ce pétrole et quel doit être l'importance des allocations qu'ils doivent recevoir, quelle doit être également le système de distribution de ces allocations.

Mon pays est obligé d'acheter en ce moment un certain nombre de denrées à un prix fixé sur le marché mondial: je veux parler notamment du blé, qui est certainement plus important que le pétrole.

Il n'y a aucun doute que des monopoles sont établis actuellement, et qu'un contrôle est effectué en ce qui concerne la distribution, contrôle

rendu nécessaire par de l'insuffisance de pétrole dans le monde.

Les pays producteurs tirent, par conséquent, d'importants revenus de la vente de leur pétrole. Ils ont droit à ce revenu national, aussi bien que les autres pays qui produisent d'autres denrées, d'autres matières, ont droit également aux revenus qu'ils en tirent. Ceci, par conséquent, m'amène à une autre observation sous forme de question.

Si l'on établit un contrôle international du pétrole dans le monde entier, ne faudra-t-il pas établir également un contrôle du charbon, du fer, de l'acier, du cuivre, des nitrates?....

Il est clair que lorsque les pays producteurs de pétrole devront acheter ces autres ~~matières~~ sur le marché mondial, si la vente et la distribution du pétrole sont contrôlées, ces pays désireront que les autres matières ou les autres produits dont ils ont besoin soient contrôlés de la même façon, afin que l'on mette un frein aux activités des différents cartels, des différents monopoles, des différents organes qui distribuent ces produits.

Par conséquent, dans l'intérêt des pays producteurs, ceux-ci déclareraient certainement qu'ils abandonneraient volontiers la part de leurs revenus qu'ils tirent de la vente du pétrole, si les autres denrées mondiales, si les autres produits mondiaux, étaient contrôlés de la même manière sur le marché international.

Par conséquent, il est évident qu'un contrôle des pétroles serait désirable, étant donné qu'il s'agit d'éviter la limitation de la production pétrolière, et que d'autre part, cette limitation est causée par le besoin d'énormes capitaux nécessaires à l'exploitation des différentes sources pétrolières.

On sait parfaitement que les différents Gouvernements contrôlent leurs ressources pétrolières au moyen d'organisations nationales qui sont directement sous le contrôle de leurs administrations.

La question se pose donc maintenant de savoir si les Gouvernements seraient prêts, en ce moment, à soumettre ces organisations nationales

au contrôle international des ressources pétrolières mondiales.

On a parlé du pétrole dans le Moyen-Orient, on a dit que le contrôle devrait être établi d'une façon internationale dans le monde entier, mais que la première région dans laquelle il devrait s'effectuer serait le Moyen-Orient: je demande pourquoi on a établi des étapes, pourquoi ^{on} a déterminé un premier stade, un deuxième, un troisième, pourquoi l'on a choisi le Moyen-Orient comme siège de la première expérience.

Il peut y avoir plus de difficultés à établir le contrôle dans une région déterminée, telle que le Moyen-Orient, plutôt que dans l'ensemble du monde.

Il n'y a pas de raison de choisir une région particulière, de la considérer comme un élément passif, et de considérer que la situation dans cette région doit être déterminée par des éléments extérieurs et par d'autres nations.

Si les nations adoptaient la suggestion que nous avons sous les yeux, elles voudraient certainement voir introduire un contrôle international sur les autres régions, et pour que ce contrôle soit efficace, il faudrait qu'il s'applique au monde entier et vise toutes les ressources mondiales.

Je doute que les différentes nations acceptent en ce moment que leurs ressources les plus importantes soient contrôlées de cette façon.

Je ne mets pas en doute qu'il soit bon en ce moment d'établir un contrôle sur les monopoles qui sont chargés actuellement de la répartition et de la vente du pétrole et qui le font à des prix prohibitifs, qui réalisent des profits excessifs aux dépens des producteurs et des consommateurs. Mais je me demande si cette suggestion serait pratique, si elle serait même possible.

Je voudrais insister sur la complexité du problème et sur les différents intérêts qui sont en jeu dans les pays en question, c'est-à-dire ceux du Moyen-Orient. Ces intérêts ne devraient pas être passés sous silence.

Enfin, on a donné un argument qui semble de grand poids: c'est que les rivalités internationales pour s'assurer le pétrole peuvent conduire à la guerre.

Je me demande si tous les désaccords qui existent en ce moment entre les nations pourraient être supprimés du seul fait que l'on établirait le contrôle international du pétrole. Dans ce cas-là, toutes les causes de guerre mondiale seraient-elles supprimées?

Comme l'a dit Tolstoï, la guerre et la paix ont des causes plus profondes que le besoin de s'assurer du pétrole, et même que le besoin de s'assurer un plus grand pouvoir.

La rivalité entre les nations est plutôt le résultat que la cause de cette compétition, et, par conséquent, je ne crois pas qu'en assurant en ce moment le contrôle des ressources pétrolières, on puisse supprimer les causes actuelles de guerre dans le monde d'aujourd'hui.

Si l'on pouvait démontrer d'une façon précise que le contrôle international du pétrole dans le Moyen-Orient permettrait d'éliminer les risques de guerre mondiale, je serais le premier à partir en croisade dans le Moyen-Orient pour que le pétrole de cette région soit placé sous contrôle international.

M. DEVINAT (France): La délégation française a pleinement conscience de l'importance du problème posé devant le Conseil par l'Alliance coopérative internationale.

Le problème est soulevé par une Organisation pour laquelle nous avons le plus grand respect. On sait en effet que le mouvement coopératif qu'elle représente a, en France, une importance considérable, et reçoit un appui entier des pouvoirs publics. Ne serait-ce qu'à ce titre, nous estimons que la question soulevée mérite un examen sérieux.

D'ailleurs, la France a, la première à San Francisco, souligné l'importance d'une répartition équitable des matières premières dans le monde.

Cependant, la délégation française est d'accord pour se conformer à votre recommandation et pour réserver les importantes observations qu'elle aurait à présenter sur le fond du sujet jusqu'au moment où le problème sera étudié par l'Organisation compétente.

Nous croyons en effet, avec vous, Monsieur le Président, que ce Conseil n'est pas à même de se livrer, sur le champ, à l'étude d'un problème technique aussi vaste.

Reste à savoir, pour répondre à votre question, quel organisme devrait se consacrer à cette étude; dans l'esprit de la délégation française, c'est la Commission des questions économiques et de l'emploi qui est compétente pour être saisie par nous de ce problème.

M. MOROSOV (Union soviétique) (première interprétation du russe) : Monsieur le Président, la délégation soviétique éprouve de la sympathie à l'égard de nombreux éléments que comportent les documents soumis par l'Alliance Coopérative Internationale et, plus particulièrement en ce qui concerne les activités et le rôle joué par les compagnies dont nous constituons le monopole pétrolier.

Néanmoins, la délégation soviétique ne saurait appuyer la suggestion faite par l'Alliance Coopérative Internationale, visant la création d'un organe de contrôle des ressources pétrolières au Moyen-Orient.

En effet, si nous acceptons cette suggestion, les raisons de son adoption seraient également valables pour l'établissement d'un contrôle analogue en ce qui concerne le caoutchouc, l'étain et d'autres matières premières. La tâche essentielle du Conseil économique et social n'est pas de créer de nouveaux organismes de ce genre, mais de résoudre des questions d'actualité, questions qui nous sont maintenant soumises, selon les dispositions de la Charte des Nations Unies.

En conséquence, la délégation soviétique s'opposera à l'adoption de la suggestion soumise par l'Alliance Coopérative Internationale.

M. MOE (Norvège) (interprétation) : Monsieur le Président, au cours de la dernière session du Conseil économique et social, des résolutions ont été adoptées afin de commencer un certain nombre d'études sur les accords internationaux qui pourraient être réalisés en ce qui concerne certains produits de base; à cet effet, le Conseil

économique et social a demandé au Secrétaire général la création d'un sous-comité chargé d'examiner les accords internationaux qui pourraient être réalisés dans ce domaine. Notre Conseil est maintenant saisi de la question de savoir s'il est possible d'arriver à un accord international pour l'un de ces produits les plus importants c'est-à-dire, le pétrole. Ce problème n'est pas seulement un problème économique important mais il intéresse le maintien de la paix mondiale; en conséquence, de l'avis de la délégation de la Norvège, il faut remercier l'Alliance Coopérative Internationale, d'avoir eu le courage de porter cette question à l'attention du Conseil.

La première idée qui nous frappe est la suivante : si ce problème est d'une telle importance -tous les orateurs qui ont pris la parole ont déclaré qu'il était important- le Conseil économique et social peut-il en remettre la discussion ? Le Conseil peut-il même refuser d'examiner cette question ? L'Organisation des Nations Unies, un organe des Nations Unies quel qu'il soit, peut-il refuser d'examiner ce problème au moment où l'on estime que la paix du monde en dépend ?

Nous pensons que c'est un devoir pour le Conseil économique et social de commencer une enquête à ce sujet, afin d'arriver à une solution équitable.

On a dit que le problème comportait des implications et des difficultés nombreuses; ma délégation ne peut accepter le point de vue selon lequel le Conseil économique et social ne devrait pas se charger de l'examen de la question, sous prétexte qu'elle est compliquée. Qu'est ce que l'opinion mondiale va penser du Conseil s'il refuse d'examiner cette question, pour la seule raison qu'elle est compliquée ? Si le Conseil économique et social qui est la plus haute autorité dans l'ordre international refusait de procéder à un tel examen, quelle autre organisation pourrait s'en acquitter ?

La décision de remettre cet examen à plus tard n'augmenterait

certes pas le prestige des Nations Unies dans leur ensemble. Il faut nous souvenir que ce problème nous a été soumis par une organisation groupant quatre-vingt-cinq millions de personnes dans le monde; en conséquence, un tel examen constituerait la preuve de l'activité des Nations Unies, sur laquelle s'appuiera ou non la confiance du monde entier. En remettant cette étude à plus tard, le Conseil économique et social et le personnel des Nations Unies montreraient qu'ils ne sont pas à même de s'attaquer aux problèmes importants touchant l'économie mondiale; par voie de conséquence à quoi servirait l'Organisation dans son ensemble ? Ce n'est un secret pour personne que les Nations Unies subissent, en ce moment, une crise de confiance et le Conseil économique et social doit faire tous ses efforts pour relever la confiance que le monde éprouve à l'égard des Nations Unies. Le fait que le problème est compliqué constitue une raison de plus pour l'examiner immédiatement; je ne crois pas qu'il sera moins compliqué dans un an ou dans six mois et je me demande si, d'ailleurs, il est tellement compliqué. La question touche les producteurs et les consommateurs et tous les faits relatifs au problème peuvent être établis en très peu de temps; tous ces faits pourraient être recherchés dans les publications américaines; on pourrait même s'adresser au département d'Etat à Washington et, jusqu'à sa prochaine session, le Conseil économique et social pourrait charger quelques membres du Secrétariat d'examiner le problème; je ne crois pas que cette recherche même et l'établissement des faits soient bien difficiles. Il est possible que les implications de cette recherche présenteront des difficultés mais, comment peut-on le savoir avant d'avoir examiné le problème. Il est possible, après examen, que nous arrivions à la conclusion qu'une organisation internationale de contrôle dans ce domaine n'est pas souhaitable, mais nous ne pouvons pas le prétendre avant que l'enquête ait été effectuée.

Refuser une telle étude en ce moment serait revenir au moyen âge, au moment où l'on interdisait la lecture de la Bible parce qu'elle

contenait des idées dangereuses.

L'opinion mondiale n'estimera pas que les Nations Unies aient fait leur devoir, si elles refusent d'examiner le problème parce qu'il est trop compliqué.

On a dit encore que cette Organisation Internationale pourrait s'immiscer dans les affaires intérieures de différents Etats. Comment, je vous le demande, une telle immixtion dans les affaires intérieures des Etats pourrait-elle avoir lieu ? L'Alliance Coopérative Internationale a déclaré, en fait, que cet organe de contrôle international devrait être mis en application avec le consentement des différents gouvernements intéressés. Cela signifie-t-il une immixtion dans les affaires intérieures, puisque le consentement des intéressés est demandé ? Que penser alors des conventions régissent les stupéfiants par exemple. Il ne ^{s'agirait/} pas d'immixtion si les pays sont prêts à signer volontairement l'accord en question et, dans ces conditions, le Conseil économique et social peut aller de l'avant; mais, comment peut-on savoir si les pays intéressés sont désireux de signer un tel accord, avant d'avoir pris contact avec eux ? Avant que nous ayons nous-mêmes dressé un plan de contrôle international?

On a dit également qu'il n'y avait pas de raison pour choisir des régions déterminées; la Norvège est d'accord sur ce point, étant donné que ce ne serait pas conforme au principe de souveraineté des différentes nations. Si l'accord est réalisé sur ce point, l'organe de contrôle doit alors fonctionner sur un plan international, dans le monde entier et ses études doivent viser tous les producteurs et tous les consommateurs. Je n'ai pas encore entendu d'arguments visant le fond de la question; je n'ai pas entendu non plus une demande tendant ^{à ce/} que le Conseil prenne l'initiative d'une telle étude; la délégation norvégienne estime, si nous devons remettre cette étude à plus tard, qu'il faudrait au moins, en ce

moment, fixer la date à laquelle cette étude sera abordée; en ce faisant nous pourrions demander au Secrétariat et à la Commission des questions économiques et de l'emploi d'étudier le problème et d'établir un plan pour l'institution de cet organe de contrôle.

Beaucoup de questions ont été posées par les différents orateurs; on a dit, entre autre, qu'un contrôle international de ce genre ne serait pas possible. Comment peut-on le savoir avant d'avoir procédé à l'étude correspondante et que les résultats des travaux aient été communiqués au Conseil, avec les données du problème?

En conséquence, la délégation norvégienne estime que le Conseil économique et social ne doit pas rester inactif; il faut charger le Secrétariat et la Commission des questions économiques et de l'emploi d'examiner cette question dès que possible; ma délégation ne peut pas accepter le point de vue selon lequel nous ne pouvons maintenant procéder à cette étude parce que la question est trop compliquée ou parce que ses conséquences seraient trop considérables.

Le Conseil économique et social doit examiner cette question, étant donné que sa solution ne serait pas seulement la solution d'un problème économique, mais une contribution importante au maintien de la paix mondiale et à l'affermissement de la sécurité sur des bases stables.

LE PRESIDENT (interprétation) : Différentes suggestions ont été formulées sur la façon de traiter cette question; nous sommes saisis d'une proposition formelle tendant à son renvoi à la Commission des questions économiques et de l'emploi.

Le Conseil économique et social pourrait-il se mettre d'accord sur le projet de résolution suivant : "Le Conseil économique et social prend acte des documents se référant à la proposition concernant le contrôle international des ressources pétrolières, soumises par l'Alliance Coopérative Internationale et décide de les transmettre à la Commission des affaires économiques et de l'emploi pour examen."

Il a été également suggéré que le Secrétariat soit mentionné dans cette résolution; il est évident que si elle est adoptée, c'est le Secrétariat qui sera chargé de tous les travaux nécessaires; de cette façon, il s'en occupera automatiquement; il n'est donc pas indispensable d'en faire mention dans la résolution.

. CHANG (Chine) (interprétation) : Je ne crois pas qu'il soit maintenant temps de faire des remarques sur le fond de la question; la délégation chinoise a été frappée par les attitudes agréables qu'elle a relevées au cours de ce débat, en particulier le fait qu'on a suggéré de traiter de façon différente la question tellement importante de la répartition du pétrole. A mon avis, le représentant du Liban a eu raison lorsqu'il a dit qu'il y avait d'autres questions de la même importance

Je me demande, Monsieur le Président, si, au projet de résolution que vous nous avez suggéré, on ne pourrait pas ajouter une clause - comme nous l'avons déjà fait auparavant - disant que nous attirons l'attention de la Commission des questions économiques et de l'emploi, sur les discussions qui se sont déroulées, à ce sujet, au sein du Conseil économique et social. De cette façon, on tiendrait compte de toutes les questions, tant positives que négatives, qui ont été soulevées ici, ceci étant donné qu'il a déjà été rappelé que le Conseil était saisi d'un grand nombre de problèmes et qu'il importait, pour que tout soit bien fait, de ne pas trop charger son programme de travail.

En conséquence, ma délégation est d'accord avec le représentant de la Norvège, pour ne pas remettre cette question à plus tard; je présume que le projet de résolution soumis par le Président, avec la clause additionnelle que je viens de mentionner, sera la meilleure façon de traiter le problème.

M. MALIK (Liban) (interprétation) : Je voudrais faire une observation concernant le renvoi de cette question à la Commission des questions économiques et de l'emploi. Ni la Commission des questions économiques et de l'emploi, ni ses sous-commissions ne comportent un seul représentant des Etats du Moyen-Orient.

Cette Commission et ses sous-commissions sont constituées par vingt-neuf Etats et aucun d'entre eux ne représente le Moyen-Orient. Etant donné que le problème intéresse particulièrement les pays du Moyen-Orient et étant donné qu'il n'y aura pas de nouvelles élections au sein de la Commission et de ses sous-commissions avant le mois d'octobre 1948, toute la période de l'étude initiale s'effectuera en l'absence des représentants de ces régions particulièrement importantes à ce point de vue.

Je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas comprendre, dans cette Commission et ses sous-commissions, des représentants du Moyen-Orient.

M. MOE (Norvège) (interprétation) : Je m'associe à la déclaration du représentant du Liban. D'autre part, étant donné que j'ai déclaré tout à l'heure que nous ne comprenions pas la raison pour laquelle cette étude devrait être limitée à une seule région du monde, je serais d'avis d'ajouter une phrase au projet de résolution que nous a soumis notre Président, par laquelle nous exprimerions le désir du Conseil de ne pas limiter la question à une seule région du monde.

M. PHILLIPS (Royaume-Uni) (interprétation) : Monsieur le Président, ma délégation a souvent indiqué, au cours des débats, sa haute appréciation pour la façon dont vous conduisez les délibérations et pour le sens de parfaite partialité que vous avez toujours montré;

dans ces conditions, j'espère que les remarques que je vais faire ne prêteront nullement à équivoque.

Je dois indiquer que, avant de prendre une décision comme celle que vous venez de prendre, il y a lieu de savoir si le Conseil doit agir et s'il doit prendre une décision quelconque.

En effet, lorsque, au début de notre réunion, vous nous avez présenté la question, vous nous avez indiqué qu'il y avait lieu de préciser à quel organisme le Conseil transmettrait ce problème pour étude; et si constitué déjà la décision de prendre position; je tiens à indiquer que, au début de la discussion, certains pays, en particulier l'Union soviétique, le Liban, les Etats-Unis et ma propre légation ont présenté leur point de vue et déclaré qu'ils n'étaient pas d'accord ^{pour} que cette proposition soit transmise à une Commission pour examen.

Si mes souvenirs sont exacts, la délégation de la Norvège s'est prononcée dans ce sens. Le représentant de la Chine a ensuite pris la parole pour dire qu'il conviendrait naturellement d'étudier la question, mais qu'à son avis cette étude devrait englober toutes les autres matières premières et non pas seulement le pétrole.

De son côté, le représentant du Liban a estimé que la Commission n'était pas constituée d'une façon idoine pour étudier le problème qu'on voulait lui soumettre.

Tels sont, je crois, fidèlement résumés au point de vue parlementaire, les débats tels qu'ils se sont déroulés.

J'estime, dans ces conditions, que la première question que nous devons nous poser et sur laquelle il y a eu lieu de se prononcer est celle de savoir si, à l'heure actuelle, le Conseil doit prendre une décision quelconque dans le sens que vous avez proposé.

D'autre part, je voudrais me permettre de dire quelques mots à propos des déclarations du représentant de la Norvège. Il a déclaré, en effet, qu'un certain nombre d'orateurs - et sans doute pensait-il également à ma délégation - avaient indiqué que, selon eux, cette question devrait pour le moment être laissée de côté, car elle était par trop complexe. Je tiens à dire que cette interprétation n'est nullement exacte, tout au moins en ce qui me concerne. Je n'ai certainement pas proposé qu'elle soit présentement laissée de côté parce que trop complexe, mais bien parce qu'elle n'était pas d'ordre pratique et partant, pas réalisable à l'heure actuelle. Certes, je ne veux pas qu'on puisse penser que le Conseil ne doive pas s'occuper de questions complexes, il doit aborder l'étude de toutes les questions qui lui sont soumises, aussi difficiles soient-elles, mais c'est parce qu'il ne doit pas s'occuper de questions non réalisables en ce moment et sur lesquelles on ne peut aboutir à un résultat concret que j'ai fait cette déclaration.

Le Conseil, en effet, doit, à mon avis, s'occuper uniquement à l'heure actuelle de questions qu'il est possible de résoudre et de mener à bonne fin et laisser à plus tard celles qui relèvent du domaine de l'idéal, sont à plus longue échéance ou ont des ramifications par trop nombreuses. Il faut que le Conseil, en premier lieu, ait des vues d'ordre pratique; c'est ce que je tiens à préconiser.

D'autre part, je voudrais attirer l'attention du Conseil sur un point nouveau qui n'a pas encore été souligné au cours des débats. On a parlé de la position des Etats-Unis et du Royaume-Uni dans le document présenté par l'Alliance coopérative internationale. De nombreux membres du Conseil savent, je crois, que mon Gouvernement a entrepris des consultations avec le Gouvernement des Etats-Unis en vue d'aboutir à un projet d'accord sur cette question. Dans le préambule de ce projet d'accord qui, je tiens à le souligner, a déjà été ratifié par mon Gouvernement, nous lisons ce qui suit :

" Les deux Gouvernements reconnaissent :

- 1°- que de nombreuses ressources de pétrole sont disponibles dans le commerce international afin de venir en aide aux demandes des marchés et sont essentielles à la fois à la sécurité et au bien être économique des nations;
- 2°- que pour un avenir immédiat les réserves mondiales de pétrole sont adéquates pour assurer des ressources suffisantes;
- 3°- que la prospérité et la sécurité de toutes les nations exigent le développement efficient et ordonné du commerce international du pétrole;
- 4°- que le développement ordonné du commerce international du pétrole pourra le plus facilement être assuré par des accords internationaux parmi tous les pays intéressés dans le commerce du pétrole soit en qualité de consommateurs, soit en tant que producteurs".

Ce sont là des projets d'accords actuellement en voie de négociations. Il m'est difficile de préciser comment ces accords seront finalement réalisés ou même s'ils aboutiront;; mais je tiens à souligner à nouveau cependant que mon Gouvernement adhère aux principes que je viens d'exposer et qu'il a déjà ratifiés.

Je me demande, dans ces conditions, s'il est souhaitable que le Conseil pendant que de telles négociations se déroulent, entreprenne une étude /distincte/ complètement / de celles-ci, étude qui aura des conséquences et des répercussions extrêmement vastes. Ne serait-il pas plus sage, étant donné qu'on ne peut faire tout à la fois, de procéder par étapes ? J'estime que le Conseil devrait se borner à prendre note du document présenté par l'Alliance Coopérative internationale.

M. BELT (Cuba)(interprétation): Si j'interviens sur cette question, ce n'est pas parce que Cuba produit d'importantes quantités de pétrole, ni parce que nos concitoyens prennent une part considérable à la direction des ressources pétrolières du monde. On sait en effet que la production cubaine du pétrole est insignifiante et que nos besoins considérables sont presque entièrement couverts par l'importation. Il est donc naturel que nous ayons le plus grand intérêt à toutes suggestions relatives à l'administration et à la distribution de cette importante matière première. C'est pourquoi je désirerais présenter quelques remarques.

La question dont je vais m'occuper porte essentiellement sur la procédure à suivre. Sur ce point, je partage la plus grande partie des vues exprimées par le représentant du Royaume-Uni. Nous devons tout d'abord décider si nous allons ou non entreprendre une action quelconque selon la proposition faite par l'Alliance coopérative internationale. J'ai l'impression toutefois que, bien que me trouvant d'accord sur la question de procédure avec le représentant du Royaume-Uni, nos votes différeront probablement si cette question est mise aux voix.

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré - et c'est à mon avis très important - qu'il ne fallait pas examiner actuellement cette proposition, car elle n'était pas concrètement réalisable. Il a ajouté que des projets qui pour le moment sont du domaine de l'idéal ne sauraient relever du Conseil économique et social, organe extrêmement occupé. C'est là, si au moins j'ai bien compris sa pensée, une grande erreur. Si nous exceptons par exemple le principe de la discrimination portant sur les monopoles ou cartels, question que nous ne pouvons résoudre immédiatement, toutes les autres questions qui se posent sont du domaine de notre compétence actuelle. Je ne suggère nullement par mes remarques que, de l'avis de notre délégation, la répartition des ressources pétrolières, telle qu'elle existe actuellement, puisse être entachée d'injustice. Sur cette question nous n'avons pas encore une opinion dans un sens ni dans un autre et nous avons écouté avec d'autant plus d'intérêt les différentes vues très intéressantes exposées hier et aujourd'hui.

Un fait cependant nous paraît certain. Le document qui nous est soumis par l'Alliance Coopérative internationale repose sur l'allégation qu'il existe en fait un monopole des ressources pétrolières. Il appartient au Conseil économique et social de dire s'il croit ou non que cette situation, telle qu'elle est ainsi présentée par l'Alliance coopérative internationale, existe de par le monde. Si le Conseil n'est pas en mesure de trancher actuellement un tel problème, il lui appartiendra de demander à un organe compétent, soit ^à une commission du Conseil, soit ^à un Comité ad hoc, de procéder à l'étude de cette question.

J'ai également été frappé de certaines remarques présentées par la délégation de la Chine et j'ai décidé d'intervenir pour appuyer son point de vue. Il me semble en effet que si le Conseil estime que cette proposition de l'Alliance Coopérative internationale mérite d'être étudiée, s'il décide qu'une telle étude soit entreprise et en charge par exemple la Commission économique et de l'Emploi, il ne serait pas souhaitable de se borner au vote d'une brève résolution stipulant le fait matériel de référer un tel problème à ladite Commission, mais je crois qu'elle

/ comprendre /
devrait être plus développée, / la question de principe elle-même
et qu'en outre une expression concrète de l'opinion du Conseil
devrait y être mentionnée. Il ne serait pas suffisant à cet égard de
fournir à la Commission la référence du compte-rendu de la séance du
Conseil. Il faut faire plus, car une question d'importance semblable
mérite une étude approfondie.

Pour ces diverses raisons, je propose que nous ne prenions pas encore
de décision concrète sur cette résolution, que nous renvoyions la
question à la Commission économique du Conseil économique et social, mais
que nous nous mettions d'accord sur la question de principe telle que
je viens de l'exposer.

M. CHANG (Chine)(interprétation): Sans intervenir sur le fond
de la question, je veux dire que j'avais simplement suggéré d'ajouter au
projet de résolution soumis par le Président l'idée d'attirer l'attention
de la Commission sur le compte-rendu de la séance, afin de préciser la
situation et de rendre plus facile l'adoption de ma suggestion. Mais
si vous posez la question de principe, de savoir si l'on doit ou non
adopter une résolution quelconque, je tiens à réserver la position de ma
délégation, parce que ma suggestion a été faite dans le seul but de
préciser la question sans cependant aborder le fond.

M. MOE (Norvège)(interprétation): Je partage le point de vue
du représentant du Royaume-Uni lorsque ce dernier a déclaré que le
Conseil devait auparavant se prononcer sur la question de principe, celle
de savoir si le Conseil doit prendre une action quelconque sur la
question soumise à son intention. Ce n'est qu'ensuite à mon avis que
pourra intervenir un vote sur la résolution proposée par le Président.

Le représentant du Royaume-Uni a dit que l'argument essentiel contre
la proposition qui nous est présentée est que celle-ci n'est pas réalisable
que c'est pour cette raison qu'elle doit être écartée, et non parce qu'elle
est trop complexe. Or, le représentant du Royaume-Uni a cité un projet
d'accord relatif au pétrole qui va être conclu entre les Etats-Unis et
le Royaume-Uni.

Celui-ci n'est du reste pas encore signé. Le représentant du Royaume-Uni a précisé - nous l'avions appris par le document - qu'on désire convoquer une conférence pour passer des accords multilatéraux. De tels accords seraient donc réalisables. Or, dès que les Nations Unies sont parties à ce projet, de tels accords ne seraient plus réalisables et seraient même impossibles, on ne pourrait plus rien faire pour entreprendre une telle étude. Il est permis de se demander ce qui ne marche pas avec les Nations Unies pour que ces organisations exercent dans ce domaine une influence aussi néfaste. J'ai l'impression qu'ici le Conseil se trouve devant un écriteau portant la mention : " Propriété privée - Défense d'entrer - Chasse gardée - Tous droits même droit d'étude réservés "

M. PHILLIPS (Royaume-Uni)(interprétation): J'avoue que je me demande ce que nous discutons actuellement, et je pense qu'un malentendu est à la base de notre débat. Je croyais en effet que nous discutons la proposition formulée par l'Alliance Coopérative internationale dont je trouve le texte dans le document soumis par celle-ci. L'Alliance Coopérative internationale, en effet, nous demandait dans ce document de discuter le contrôle international des pétroles. J'insiste sur ce mot: contrôle. On ne parle nullement dans ce document d'accords bilatéraux. Je tiens à m'élever contre les remarques du représentant de la Norvège et les conclusions qu'il a apportées.

Quant à mes observations, elles avaient trait uniquement, je le répète aux mots "contrôle international". J'estime que le Conseil devrait s'attacher à ne discuter que les propositions qui lui ont été présentées.

En ce qui concerne les remarques du Représentant de Cuba, les /lorsqu'il a déclaré que je voulais m'occuper/ craintes qu'il a exprimées / de questions qui relèvent encore à l'heure actuelle du domaine de l'idéal, ne me paraissent nullement justifiées. Il a également dit que je n'étais pas disposé à m'occuper des monopoles ou des cartels;

je suis parfaitement prêt à parler de ces questions et je tiens à déclarer que je ne suis pas ici pour défendre les cartels ou les monopoles. Les remarques que j'ai présentées ne peuvent avoir ce caractère. Ce que je tiens à souligner, c'est que le Conseil a été appelé à étudier la question du contrôle international du pétrole et à mon avis, étant donné la situation actuelle du monde, cette étude ne peut pas encore être entreprise.

LE PRESIDENT (interprétation): Nous sommes en présence de trois propositions concrètes. Je voudrais que les membres du Conseil s'attachent uniquement à leur discussion.

M. STINEBOWER (Etats-Unis) (interprétation) : J'espère que mon intervention ne va pas compliquer le débat, mais je voudrais rappeler que le représentant des Etats-Unis a fait, au cours de la séance d'hier, une proposition qui est semblable à celle dont vous avez vous-même, Monsieur le Président, donné lecture. Elle lui est presque conforme au début mais en diffère à la fin, étant donné qu'elle est un peu plus précise. La difficulté pour la délégation des Etats-Unis d'adopter le projet qui a été, semble-t-il, rédigé par le Secrétariat est que ce projet commence par mentionner un certain nombre de documents qui ne définissent pas clairement le problème et qui, en fait, ne font que le compliquer. Si nous nous en tenions à la procédure quelque fois utile suggérée par le représentant de la Chine de renvoyer la question à la Commission des questions économiques et de l'emploi, je crois que nous n'arriverions pas à un résultat satisfaisant et que nous ne ferions pas un bon usage de cette commission.

Je répéterai la proposition faite hier par le représentant des Etats-Unis. Si le Conseil estime qu'il est préférable de ne pas entreprendre ici l'étude en question, il devrait demander à la Commission des questions économiques et de l'emploi d'étudier les problèmes soulevés dans le document soumis par l'Alliance Coopérative Internationale et de faire rapport au Conseil en précisant le moment où la question devrait être examinée et comment devrait être procédé à cette étude. Il s'agirait, par conséquent, d'adresser une demande précise à la Commission des questions économiques et de l'emploi, et je vous sou mets maintenant cette proposition de façon formelle.

LE PRESIDENT (interprétation) : J'ai pris bonne note de toutes les suggestions qui ont été faites hier et aujourd'hui, mais je tiens à vous indiquer qu'aujourd'hui une seule proposition formelle a été faite et que j'ai soumis au Conseil un projet de résolution basé sur cette proposition. Nous avons ensuite les propositions

des délégations du Royaume-Uni et de Cuba. Quand nous aurons pris une décision sur ces propositions, nous pourrons examiner également la suggestion du représentant des Etats-Unis, mais il est évident que si la proposition de la délégation du Royaume-Uni ou celle de la délégation de Cuba est acceptée, il n'y aura pas lieu de le faire.

M. TARHAN (Turquie) : Avant de voter, la délégation de la Turquie voudrait savoir, en termes clairs et précis, quelle est la question qui sera renvoyée à l'examen de la Commission des questions économiques et de l'emploi.

D'après le document qu'elle nous a soumis, nous voyons que l'Alliance Coopérative Internationale désire que les ressources pétrolières du monde soient administrées de telle manière que les Sociétés coopératives soient certaines d'en recevoir une partie équitable.

Je me demande s'il est vraiment nécessaire que cette question soit soumise à l'étude d'un organe du Conseil économique et social.

LE PRESIDENT (interprétation) : Cette question trouvera sa réponse quand nous passerons à l'examen du texte qui nous sera soumis. Je serai prêt à ce moment là à donner des explications supplémentaires si cela est nécessaire.

M. FINN MOE (Norvège) (interprétation) : Ma délégation regrette d'avoir fait des remarques contre lesquelles le représentant du Royaume-Uni s'est élevé. Je désire présenter des excuses au sujet de ces remarques.

M. d'ASCOLI (Venezuela) (deuxième interprétation de l'espagnol) : Bien que mon pays porte un intérêt vital à la question, je n'ai pas jusqu'à présent pris la parole car j'attends encore des instructions complètes de mon gouvernement. C'est un sujet qui demande beaucoup de réflexion et sur lequel une décision

ne doit pas être prise à la hâte. Néanmoins, je veux dire dès à présent que nous estimons que cette question est entièrement de la compétence du Conseil. Je ne puis, par conséquent, approuver la proposition d'en terminer avec cette question et de ne pas procéder à son examen au sein du Conseil. Quant aux questions de détail, je réserve la position de ma délégation jusqu'au moment où, après étude approfondie, mon gouvernement m'aura fait parvenir des instructions complètes.

La question du vote a déjà fait l'objet d'une discussion et je crois que nous pourrions maintenant passer au vote comme vous nous l'avez proposé, Monsieur le Président. Nous estimons que la question essentielle, comme le représentant du Royaume-Uni l'a admis lui-même, est de savoir si nous allons nous occuper ou non de la question. Si la réponse est affirmative, il y aura lieu de déterminer quel organe devra s'en charger et comment il pourra être procédé à cette étude. Je propose donc de passer au vote sur la première question que je viens de mentionner.

LE PRESIDENT (interprétation) : Nous sommes saisis de trois propositions : la proposition de la délégation du Royaume-Uni, celle de la délégation de Cuba tendant à renvoyer la question à la Commission économique et de l'emploi, et enfin le projet de résolution que nous ne pourrions examiner que si les deux premières propositions sont rejetées. Avant de passer au vote sur la première, je demanderai au représentant du Royaume-Uni de préciser sa position.

M. PHILLIPS (Royaume-Uni) (interprétation) : Je propose que le Conseil ne fasse rien de plus que de prendre note de la proposition qui lui est soumise au cours de la présente session.

LE PRESIDENT (interprétation) : Je mets maintenant aux voix la proposition que le représentant du Royaume-Uni vient de formuler.

La proposition est adoptée par 8 voix contre 2 et 8 abstentions.

REGLEMENT INTERIEUR ET PROGRAMME DES CONFERENCES PREVUES POUR 1947.

- a) E/460, E/33/Rev.3, E/530, E/530/Corr.1, E/530/Corr.2.
- b) E/280/Rev.2, E/538.

LE PRESIDENT (interprétation) : J'attire particulièrement l'attention sur les documents E/530, E/530/Corr.1, E/530/Corr.2, E/280 Rev.2, E/538

La parole est au Président du Comité des questions de procédure.

M. DAVIDSON (Canada) (Président du Comité des questions de procédure) (interprétation) : Trois tâches principales avaient été confiées au Comité des questions de procédure : la rédaction d'un règlement intérieur uniforme pour les différentes commissions du Conseil, la révision de l'article 10 du propre règlement intérieur du Conseil, la préparation du programme des sessions du Conseil, de ses commissions et de ses organes subsidiaires pour la fin de 1947 et l'année 1948. Je vous propose d'examiner tout d'abord la question de la rédaction uniforme des règlements intérieurs des différentes commissions, puis le rapport du Comité sur le programme des sessions futures.

Je tiens maintenant à attirer votre attention sur un certain nombre de points importants du document E/530. Le Comité a achevé sa tâche et a mené à bien la rédaction provisoire d'un règlement intérieur uniforme pour toutes les Commissions. Le rapport que nous vous soumettons contient un projet qui peut s'appliquer aux

neuf commissions du Conseil. Vous trouverez à la page 16 du texte français du rapport, à l'annexe 3 "Règlement intérieur des Commissions du Conseil économique et social," un projet de résolution que le Conseil économique et social devrait adopter afin que le règlement intérieur uniforme proposé puisse être appliqué dans les neuf commissions. Etant donné qu'à l'avenir il sera peut-être nécessaire de modifier le règlement intérieur des commissions, le Conseil devrait décider, en ce qui concerne l'amendement de son propre règlement intérieur, que l'article qui vise cette procédure d'amendement pourra également s'appliquer au règlement intérieur des différentes commissions. En adoptant dès maintenant cette procédure, des débats inutiles pourraient être évités plus tard.

Le Comité n'a chargé d'attirer l'attention des membres du Conseil sur la question des organisations non-gouvernementales de la catégorie B. Ce point fait l'objet du document E/530/Corr.1, et la rédaction recommandée est la suivante : "Le Comité a convenu d'attirer l'attention du Conseil sur le fait que le projet de règlement intérieur uniforme ne contient aucune disposition accordant des droits spéciaux à certaines organisations non-gouvernementales de la catégorie B qui ont des rapports d'un caractère particulier avec une commission déterminée..." Bien que nous n'ayons pas l'autorité suffisante pour faire une recommandation sur ce point, nous attirons votre attention sur le fait que cette question devrait être étudiée par le Comité des négociations avec les organisations non-gouvernementales.

En ce qui concerne la rédaction uniforme des règlements intérieurs, le Comité est arrivé à la conclusion que le Conseil devrait adopter officiellement le règlement intérieur de toutes les commissions en leur nom plutôt que de recommander que chaque commission adopte définitivement son propre règlement intérieur.

La raison en est la suivante : nous avons été chargés d'établir un projet uniforme et si les différentes commissions ont le droit d'adopter définitivement leur règlement intérieur, d'ici quelque temps nous nous trouverons en présence/ de règlements si différents, par suite des amendements qui y auraient été apportés dans chaque commission, qu'il faudra à nouveau rétablir l'uniformité. C'est pourquoi nous vous avons proposé dans l'annexe 3 du document E/530 une rédaction qui s'applique à toutes les Commissions.

Je voudrais également attirer votre attention sur les articles 65 et 66 du règlement intérieur du Conseil. Il y est dit que les Commissions du Conseil ont le droit de présenter des amendements à leur propre règlement intérieur. Si le Conseil adopte le point de vue selon lequel il doit lui-même recommander officiellement son règlement intérieur à chaque Commission, ^{E'impose} un changement logique/dans le règlement du Conseil économique et social.

Bien que nous n'ayons pas le droit de formuler des recommandations précises à cet effet, nous soumettons un projet qui figure à l'annexe 4 du document E/530.

Ce dernier point termine le tour d'horizon des principales questions soulevées par ce règlement intérieur.

J'ajouterais ^{qu'} un certain nombre de représentants se sont réservés le droit de revenir sur certaines questions et de les soulever à nouveau devant le Conseil.

Le Comité avait été chargé de reviser l'article 10. Son projet de rédaction figure à l'annexe 2 du document E/530. Cependant, en revisant l'article 10, il nous a paru évident qu'il fallait reviser également l'article 14. C'est pourquoi nous avons soumis également une rédaction révisée de l'article 14.

LE PRESIDENT (Interprétation) : Pouvons-nous prendre maintenant une décision sur les propositions faites par le comité des questions de procédure ?

La première question concerne l'adoption du règlement intérieur des Commissions. Y a-t-il oppositions à l'adoption du projet de résolution qui se trouve à la page 16 du texte français du document E/530 ?

M. STINEBOWER (Etats-Unis) (Interprétation) : Je voudrais avoir quelques précisions à ce sujet. Si nous adoptons la résolution à l'annexe 3, cela signifie-t-il du même coup que nous adoptons le règlement intérieur tel qu'il est rédigé dans le document en question ou bien cela veut-il dire que nous décidons seulement du principe selon lequel l'adoption des différents règlements intérieurs pour les Commissions devraient être faits par le Conseil lui-même.

LE PRESIDENT (Interprétation) : J'espère que nous adopterons la première solution.

Le seul changement que nous aurons à apporter sera de remplacer les mots "par son comité", à la première et à la deuxième ligne, par les mots "par le Conseil".

M. STINEBOWER (Etats-Unis) (Interprétation) : Je voudrais dire quelques mots au sujet de l'article 60 de notre règlement intérieur, que se trouve à la page 13 du texte français.

Etant donné l'heure tardive, je serai aussi bref que possible et j'espère que les nouveaux membres du Conseil me comprendront, même si je ne fais pas l'historique de la question.

Lorsqu'il a été question de la création de sous-commissions, l'idée du Conseil économique et social était que les membres de ces sous-commissions seraient désignés à titre individuel, en tant qu'experts privés. Or, si nous adoptons cet article 60, nous reviendrions sur une décision précédente fixant la façon dont les suppléants devraient être désignés pour remplacer un membre d'une sous-commission pendant la session.

Je ne parlerai pas maintenant de la décision du Conseil économique et social traitant de la nature même de ces sous-commissions, étant donné que ce point n'est pas inclus dans le paragraphe mentionné pas plus que dans les résolutions présentées par le comité. Nous avons,

par exemple, une sous-commission de la Commission des questions économiques et de l'emploi, une sous-commission de la Commission des droits de l'homme, qui sont composées d'experts siégeant à titre individuel, en tant qu'experts privés. Or, si nous permettions, ainsi qu'il est suggéré dans l'article 60 à un membre d'une sous-commission de désigner un suppléant avec l'assentiment de son Gouvernement, nous nous écarterions de l'aspect juridique du début, quand nous avons envisagé la possibilité pour les experts aux sous-commissions de siéger à titre individuel. Si un expert siégeant à titre individuel à une sous-commission peut, avec le consentement de son Gouvernement, désigner un suppléant chargé de le remplacer pendant une session, nous ^{nous}/écartons du principe du début.

Quelle que soit la forme sous laquelle cet article se présente, si nous acceptons qu'un expert puisse, avec le consentement de son Gouvernement, envoyer quelqu'un d'autre pour le remplacer pendant une session, cela signifierait que nous n'accordons plus un sens véritable à l'expression d'experts désignés à titre individuel. Si nous adoptons cet article 60, nous reviendrions sur une décision que nous avons prise concernant la nature de nos sous-commissions.

Je propose donc la suppression pure et simple de cet article, étant donné que cette règle des suppléants ne devrait pas s'appliquer aux sous-commissions composées d'experts siégeant à titre individuel.

Evidemment, il est peut-être possible que des sous-commissions soient créées qui soient composées de représentants des différents Gouvernements, et nous nous trouverions alors devant une situation particulière, mais dans le cas présent des sous-commissions composées d'experts, je propose la suppression pure et simple de l'article 60.

M. MALIK (Liban) (Interprétation) : Je désire appuyer les arguments présentés par le représentant des Etats-Unis. Il s'agit là, en effet, d'une question importante et, en adoptant l'article 60, nous nous écarterions grandement des résolutions adoptées par le Conseil économique et social pour ces Commissions. C'est ce même Conseil qui a désigné les membres de la sous-commission de la Commission des droits de l'homme, nommés à titre individuel, avec, bien entendu, l'assentiment de leurs Gouvernements et en tenant compte d'une répartition équitable des sièges. Enlever au Conseil économique et social le droit de désigner les membres des sous-commissions, pour le remettre aux mains du délégué lui-même, serait prendre une décision entièrement contraire à celle que nous avons prise précédemment.

La seule supposition d'une situation dans laquelle un membre désigné à titre individuel serait absent, est évidemment regrettable. Les membres ainsi choisis sont priés de siéger ^{à titre personnel} dans une organisation internationale importante. Il n'y a que deux raisons qui puissent les empêcher d'être présents: la mort ou la maladie. Aucune autre raison ne pourrait être tenue comme valable. Par une étude statistique de la fréquence des cas de morts, etc... on peut déterminer qu'il est peu probable qu'une telle absence se produise dans le cas envisagé. De toute façon, elle pourrait avoir lieu si rarement qu'il est inutile de faire un article ou un règlement à cet effet.

C'est pourquoi, à mon avis, il serait regrettable de maintenir l'article 60, tout au moins sous sa forme actuelle. Je suis donc en faveur de sa suppression complète. Nous devons nous en tenir au principe d'après lequel les membres des sous-commissions doivent être désignés par le Conseil économique et social, avec l'assentiment des Gouvernements, tout en assurant une répartition équitable. Un membre d'une sous-commission qui ne serait pas présent à une session doit voir nommer son suppléant par l'organe qui l'avait désigné et ne peut lui-même être chargé de

de la désignation de son propre remplaçant.

M. MILAN PÍLÍK (Tchécoslovaquie) (Interprétation) : La majorité des membres du comité se sont exprimés en faveur d'un système permettant la nomination de suppléants au sein même des sous-commissions. C'est en ce qui concerne la méthode que les opinions étaient divisées.

Les membres des sous-commissions sont nommés par le Conseil économique et social après examen approfondi de leurs mérites respectifs. Pour faire un tel choix, on devrait tenir compte non seulement des connaissances abstraites que ces personnalités possèdent dans le domaine technique, mais également de la connaissance approfondie qu'elles ont des conditions locales dans les régions du monde où les problèmes pratiques sont étudiés. Il est donc logique que les suppléants des membres de ces sous-commissions puissent remplir les mêmes conditions et connaître, aussi bien que le membre originellement désigné, les données techniques nécessaires, en même temps que les idées directrices de ce membre sur les questions qui étaient de sa compétence au sein de la sous-commission, ceci afin de permettre d'assurer la continuité des travaux de cette dernière.

Toutes ces raisons militent donc en faveur de la théorie d'après laquelle le membre original de la sous-commission doit pouvoir être à même de nommer son suppléant. Si l'on ajoute à cela que ce remplacement ne peut être fait qu'avec le consentement du Gouvernement intéressé, et après consultation avec le Secrétaire général, je pense que nous avons toutes les conditions nécessaires pour assurer le Comité que le suppléant ainsi nommé est aussi qualifié que le membre désigné primitivement.

C'est pourquoi la délégation tchécoslovaque avait approuvé la proposition norvégienne au sein du comité, et c'est pourquoi elle continue à appuyer cette proposition ici même. J'estime dans ces conditions que le pri

que le principe de l'article 60, qui a déjà été accepté au sein du comité et qui a, je crois, donné d'excellents résultats, devrait également être adopté par le Conseil.

LE PRESIDENT (Interprétation) : La discussion de ce point se poursuivra cet après-midi à 15 heures.

(La séance est levée à 13 heures 40.)